

FRANCÉS

# Colombie: Pourquoi y a-t-il une crise humanitaire et des milliers de personnes déplacées à Ituango?

El Ciudadano · 28 de julio de 2021



Ces derniers jours, plus de 3.000 personnes ont été contraintes de quitter les campements paysans et ruraux de la municipalité d'Ituango, dans le département d'Antioquia, au nord de la Colombie, pour s'installer dans le centre-ville, en raison de l'intensification des hostilités entre l'armée, la police, les groupes paramilitaires et les fronts de guérilla.

La situation, qui a coïncidé avec de **fortes pluies dans la région**, a déclenché l'alarme de diverses organisations sociales qui dénoncent la **délicate condition humanitaire des personnes déplacées**, ainsi que l'inaction présumée de l'État colombien et du gouvernement d'Iván Duque.

Le maire d'Ituango, Mauricio Mira, a déclaré à la Radio Nacional de Colombia (RNC) que la «vague d'hiver» qui ravage la municipalité – connue comme un «emporium agricole» depuis deux semaines – a causé de **«sérieux» dommages aux infrastructures d'une série d'abris temporaires** qui avaient été mis en place pour prendre en charge la population déplacée par la violence.

Selon Mira, les personnes déplacées sont arrivées des régions proches d'Ituango, après avoir été averties par des «dissidents des FARC» qu'un contingent de «l'Armée» et de «groupes paramilitaires» des Urabeños était sur le point d'arriver, pour entamer **des affrontements qui menaceraient les paysans** des villages de Santa Lucía, Santa Bárbara, El Quindío, Alto del Limón, El Chuscal, Las Brisas, Quebrada del Medio, Los Sauces et Las Arañas.

La situation a été aggravée, explique Mira, par les **fortes pluies de jeudi**, qui ont endommagé les toits, les matelas et les couvertures qui avaient été donnés aux personnes déplacées. Il a également touché plusieurs maisons et un foyer pour personnes âgées, laissant 60 autres familles affectées.

**«Il n'a jamais plu aussi fort dans l'histoire de la municipalité.** Le temps est imprévisible, et cette saison a été compliquée parce que nous sommes censés être en été. En outre, tout cela nous affecte économiquement, en raison des fermetures de routes dues aux glissements de terrain», a déclaré Mira, qui a prévenu que dans les prochaines heures, il pourrait y avoir d'autres déplacements massifs en raison de la complexité de la zone de conflit, ainsi que du manque de carburant et de ressources.

## Que disent les dirigeants politiques et les organisations sociales ?

C'est la **deuxième fois cette année** qu'un déplacement massif est enregistré dans cette localité colombienne, où une situation similaire s'est produite entre janvier et février. La région, que la propagande officielle appelle la «capitale énergétique de la Colombie» en raison de la construction du projet Hidroituango, est également connue pour ses riches terres destinées à la production de café, de canne à sucre, de maïs, de haricots, de yucca et de bananes.

Le directeur de *Human Rights Watch*, José Miguel Vivanco, a exhorté l'exécutif colombien à assurer une couverture aérienne de la situation humanitaire.

Pour sa part, le gouverneur d'Antioquia, Luis Fernando Suárez Vélez, a déclaré que des mesures avaient déjà été prises pour faire face au déplacement «de certaines communautés sous la pression de groupes illégaux», et que «la présence militaire et policière» avait été renforcée pour répondre à l'urgence humanitaire.

Omar Restrepo, un député du parti Comunes, a averti que ce qui se passe à Ituango «**est un véritable exode**» qui a laissé «**1500 personnes déplacées**».

«Personne ne fait rien pour aider ces pauvres gens. **Si Iván Duque ne se soucie pas du pays, faisons en sorte que le monde nous écoute**», a déclaré Restrepo dans son message, qu'il a accompagné d'une vidéo montrant des dizaines de personnes touchées fuyant dans des unités de transport.

Pendant ce temps, Yesid Zapata, un défenseur des droits de l'homme d'Antioquia, a déclaré à RNC que les nouveaux déplacements démontrent «**l'omission systématique de la part de l'État** colombien de fournir des garanties aux communautés».

Sur Twitter, le Réseau des Organisations Sociales et Paysannes du Nord d'Antioquia a déclaré que «depuis le 20 juillet, les paysans des canyons de Santa Lucia à Ituango ont été déplacés», une situation qui intervient «après des mois de calme tendu».

La militante sociale Isabel Zuleta a dénoncé le fait que la mairie d'Ituango «viole les droits des communautés», car elle «néglige» et «tente de cacher la réalité». Elle a également affirmé que le bureau du procureur général de Colombie permet «l'impunité pour le crime contre l'humanité» et qu'il y a une inaction de la part de tous les niveaux du gouvernement.

Le maire Mira, pour sa part, a ajouté que la situation s'est aggravée parce que la municipalité est limitrophe de Bajo Cauca, Urabá Antioqueño et Córdoba. «C'est pourquoi des groupes tels que les Urabeños, les Águilas Negras, les dissidents des FARC et l'ELN se battent pour le contrôle du territoire», a-t-il déclaré.

Pendant ce temps, le bureau du médiateur colombien a déclaré qu'il vérifiait sur le terrain la livraison de l'aide humanitaire, par le gouverneur d'Antioquia et le secrétariat du gouvernement d'Ituango, aux victimes du déplacement. Il a également indiqué «qu'une commission» est en route pour la région afin de s'occuper de «la situation des droits de l'homme» des communautés touchées.

### **Pourquoi Ituango est-elle une zone de conflit historique en Colombie ?**

La région est habitée par plus de 20.000 personnes, dont des paysans et des communautés autochtones telles que les Katíos et les Tuangos. En décembre 2020, la Juridiction Spéciale pour la Paix (JEP) de Colombie a indiqué que **2.094 personnes étaient victimes de disparition forcée** dans la zone d'influence de la centrale hydroélectrique de Hidroituango, en cours de construction dans le département d'Antioquia.

Le JEP a indiqué dans un communiqué que ces personnes ont disparu «dans les municipalités de Briceño, Cáceres, Ituango, Nechí, Peque, Sabanalarga, Tarazá, Toledo et Valdivia». On a également souligné que le «crime extrêmement grave était massif, répandu et persistant», et «a sans aucun doute causé un grand préjudice aux communautés».

Selon le JEP, les disparitions forcées ont été principalement perpétrées par des groupes paramilitaires, les Blocs Mineros et Metro, les 18e, 36e et 5e fronts des dissidents des FARC, et par des unités des forces de sécurité.

Les prises de contrôle et les affrontements constants entre les paramilitaires, les guérilleros et l'armée ont transformé la région en un cimetière de fosses communes. La région a également été touchée par la pose de mines antipersonnel et l'introduction de cultures illicites pour la production de cocaïne.

La situation stratégique de la municipalité, conçue comme un couloir reliant la Côte Atlantique à la région de l'Urabá, et dotée d'une abondance de rivières et de zones montagneuses, en a fait le théâtre d'opérations militaires et de conflits territoriaux.

---

**Fuente:** [El Ciudadano](#)